L'eau est-elle (encore) un bien commun ?



Comment gérer *en commun* l'eau *bien commun* ?

Jeudi 19 novembre 2026
de 18h 30 à 21h
Accueil à partir de 18 h 15

Rencontre avec
Vanessa Charlotte, cheffe de projet Coordination Eau Île-de-France,
Marta Aurino, enseignante chercheuse en droit public comparé à Sciences Po Paris, en coordination avec ***Cristina Bertelli***, initiatrice de l'UBC.Paris

proposée et animé par ***Annie Flexer*** & ***Cristina Bertelli***, UBC.Paris

À l'Académie du climat

2, place Baudoyer – 75004 Paris.*Métro* Hôtel de Ville (1 et 11), Saint-Paul (1)
Salle des mariages (2e étage)

Inscription : *https://framaforms.org/universite-du-bien-communparis-eau-bien-commun-19-novembre-1793553675*

Merci de nous faire part de toute annulation de réservation :
universitebiencommun@gmail.com

Comment gérer *en commun* l'eau, *bien commun* ?

Eau potable, eaux usées, arrosage, chauffage, refroidissement, agriculture, industrie, voies navigables, baignade, lavage...

L'eau constitue un bien commun essentiel à l'humanité, néanmoins sa préservation et sa distribution restent soumises à de profondes inégalités et à des conflits d'intérêts.

Le sujet n'est pas seulement la rareté de la ressource, mais la manière dont une société décide de la partager, de la préserver et de la gouverner.

Nous consacrons cette session de l'Université du bien commun à Paris à l'eau, à son *statut* et aux *perspectives* qui s'ouvrent pour défendre le *droit* à sa jouissance, garantir son *partage équitable* et faire de sa préservation une priorité collective.

Ces derniers mois, de nombreux articles, dossiers et appels ont remis au premier plan les enjeux liés à cette ressource vitale mais objet de convoitise financière. Les conflits d'intérêts pèsent lourdement sur les décisions politiques : ils favorisent certains usages au détriment d'autres, confortent l'influence des lobbies et relèguent les propositions écologistes au second plan. La bataille pour l'eau est ainsi marquée par des reculs et des rapports de force qui interrogent notre capacité collective à préserver ce bien essentiel. L'eau est parmi les plus emblématiques des *biens communs* mais aussi des *communs* puisque l'implication citoyenne est fondamentale pour en garantir la préservation et le droit à la jouissance pour tous.

En France, comment passer de la mobilisation pour la défense de l'eau comme bien commun à des formes durables de gouvernance démocratique de l'eau *en commun* ? Comment donner aux citoyennes et aux citoyens une place effective dans les décisions qui concernent *sa préservation dans les milieux naturels dont elle dépend* ainsi que *sa distribution équitable* ? Il est nécessaire de développer des formes de gouvernance qui permettraient de concilier préservation des milieux naturels, justice sociale et partage équitable de la ressource, et de multiplier les précieuses pratiques qui assurent à tous les citoyens le même droit à l'eau.

Comment aborder la question de l'eau sous l'angle des communs ?

Pour nourrir notre réflexion, nous accueillerons **Vanessa Charlotte**, membre de la *Coordination Eau Île-de-France*, qui nous présentera les principaux enseignements et les initiatives issues de la deuxième édition du *Forum des mouvements de l'eau,* qui s'est tenue à Toulouse les 10 et 11 octobre dernier.

Il était ainsi présenté :
"*Face à l'emprise des lobbies de l'agro-industrie et de l'accaparement de l'eau, aux reculs des législations protectrices, aux dérives techno-solutionnistes (mégabassines, neige artificielles, OIBP...), l'urgence écologique impose de décloisonner nos structures et de bâtir un front uni. C'est l'ambition du* Forum des mouvements de l'eau, *qui se veut un espace de convergence politique pour enrichir et mieux articuler nos modes d'action (plaidoyer, recours juridiques, mobilisation), et porter des messages communs »*

Ouvert aux associations, organisations, collectifs, chercheuses et chercheurs, institutions publiques et à toutes celles et ceux qui se mobilisent pour préserver l'eau et les milieux naturels, ce forum, qui a réuni 150 participant.es, représentant.es d'une cinquante d'associations spécialistes de l'eau, a permis de faire circuler les expériences et a élaboré des propositions concrètes, tout en renforçant les dynamiques collectives.

Notre rencontre sera l'occasion de revenir sur les échanges du Forum et sur les perspectives qu'il a ouvertes pour les mobilisations à venir visant à faire converger les initiatives locales et nationales et à peser collectivement sur les choix politiques. Nous développerons comment faire vivre, dans les pratiques comme dans les institutions, une conception de l'eau comme un commun.

Nous aborderons ensuite, avec **Marta Aurino** docteure en droit constitutionnel comparé, les principes d'*ABC* **-** *Acqua bene comune,* l'organisme chargé de la gestion du service de l'eau à Naples, créé en 2013 par le maire de l'époque, Luigi De Magistris. Cette expérience constitue un exemple particulièrement significatif de gestion publique et participative de l'eau. Dans quelle mesure peut-on le comparer à celui de la Mairie de Paris ?

Les évolutions récemment engagées autour du statut de ABC - *Acqua bene comune*, à Naples, et de ses principes de fonctionnement ravivent les interrogations sur la place accordée à la participation citoyenne et sur les finalités de la gestion de l'eau. Elles posent une question essentielle : comment préserver, *dans la durée*, les principes du bien commun face aux logiques économiques et aux transformations institutionnelles ?

Les retours du Forum des mouvements de l'eau illustreront la construction d'un rapport de force collectif ; ABC Napoli et Eau de Paris permettront d'interroger des traductions institutionnelles diverses des principes du bien commun. Mais dans quelle mesure les structures de gestion de l'eau en commun sont-elles consolidées ou affaiblies par les orientations politiques ?

Pour prolonger notre réflexion, nous proposons la lecture de *l'appel de Cachais*, porté par l'Agora des habitants de la Terre et rédigé par son fondateur Riccardo Petrella, également co-initiateur de notre Université, défenseur de l'eau comme *bien commun public mondial* et promoteur de la création d'un *Parlement mondial de l'eau*. Ce texte, joint à la présentation de la session, met en évidence les enjeux contemporains d'une réflexion plus large sur le droit à l'eau, sa reconnaissance comme bien commun et les conditions politiques de sa préservation.

Programme

Accueil à partir de 18 h 15 – Animation : Cristina Bertelli, Annie Flexer (UBC.Paris)

Le Forum des mouvements de l'eau

L'intervention de **Vanessa Charlotte** se déroulera en deux temps :

I – **Constats, analyses, convergences et éventuels désaccords** entre les structures qui ont participé au forum sur l'eau organisé à Toulouse par la Coordination EAU, Vanessa Charlotte reviendra également sur les moyens d'impliquer les citoyens dans les décisions relatives à l'eau

Débat avec le public

II – **Perspectives d'actions et initiatives diverses** que les différentes structures ont décidé de mener à court et moyen terme.

Débat avec le public

ABC – Acqua bene commune, à Naples, et Eau de Paris : des exemples à suivre ?

Avec **Marta Aurino**, en coordination avec **Cristina Bertelli**

Seront contextualisées les raisons de la création de la structure ABC – Acqua bene comune à Naples et les modifications institutionnelles ou statutaire en cours, visant à réduire la participation citoyenne et la caution écologique. Marta Aurino comparera les statuts juridiques et l'effectivité de la participation citoyenne à la gestion en commun de l'eau à la mairie de Paris – Régie municipale et Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) appartenant à la Ville de Paris – et à Naples.

Débat avec le public

Les intervenantes

Vanessa Charlotte

Vanessa Charlotte est cheffe de projet pour «l'eau un commun public et naturel». Elle travaille dans la transition écologique et sociétale et s'engage pour une écologie des communs. Au sein de la Coordination Eau Île-de-France, depuis 10 ans, elle conçoit et pilote des initiatives participatives qui replacent l'eau au cœur des droits citoyens et des pratiques démocratiques. En 2021, elle lance le Label Université Bleue, qui promeut une gestion de l'eau par les communs dans les établissements universitaires. Elle le co-construit comme une marque collective avec les associations étudiantes. Elle y met en place une gouvernance partagée, qui réunit l'association, les représentant·es des étudiant·es et les universités labellisées. En 2024, elle consacre son mémoire au partage libre des ressources intellectuelles et au pouvoir d'agir des usagers dans la gestion de l'eau. Elle défend une écologie politique, inclusive et collaborative.

Marta Aurino

Marta Aurino est docteure en droit constitutionnel comparé, en cotutelle entre l'Université de Bordeaux et l'Université de Naples Federico II. Elle est actuellement enseignante chercheuse contractuelle à Sciences Po Paris. Elle est également titulaire de la qualification aux fonctions de maître de conférences (section 02 - Droit public). Ses recherches portent principalement sur les biens communs (avec un focus sur l'eau et le logement), le rôle des juridictions constitutionnelles et les méthodes empiriques appliquées au droit comparé.

Cristina Bertelli

Galeriste d'art contemporain en Italie, elle fonde, avec Marc'O, à Paris en 1991, le Laboratoire d'études pratiques sur le changement ainsi que l'association *Star – Science, technologie, art, recherche –* qui générera le collectif d'édition multidisciplinaire et d'ingénierie culturelle *Les périphériques vous parlent*, qu'elle continue de présider, visant à favoriser la créativité comme « condition de transformation sociale ». Elle a impulsé plusieurs projets internationaux visant à renforcer les processus démocratiques en dehors de la mondialisation économique, et a réorganisé la Fondation Danielle Mitterrand autour de la sauvegarde de l'eau. Initiatrice de l'Université du bien commun à Paris elle en est membre du comité de pilotage.

https://www.universitebiencommun.org